



Communiqué de presse

La société civile européenne demande aux dirigeants de l'UE de ne pas rater l'opportunité historique d'en finir avec la pauvreté

Paris, le mardi 19 mai 2015 – Les dirigeants européens pourraient laisser passer l'opportunité historique de réduire massivement la misère dans le monde, en ne tenant pas leurs engagements de consacrer 0,7 % du PIB à l'aide au développement. Sauf si la France et l'Allemagne prennent leurs responsabilités.

Il y a 45 ans, les Etats-membres de l'UE se sont engagés à atteindre la cible de 0,7 % du PIB consacré à l'APD. En 2015, cette promesse ne sera toujours pas honorée, compromettant la réussite des nouveaux objectifs pour le développement durable (ODD), indispensable pour sortir de l'extrême pauvreté des millions de personnes sur la planète. Ces ODD doivent être adoptés lors de la prochaine Assemblée générale des Nations unies, en septembre prochain, en remplacement des objectifs du Millénaire pour le développement, qui expirent en 2015 (cf. note 1).

L'Union européenne, avec les autres pays riches, s'est engagée sur cette cible de 0,7 % du PIB lors de l'Assemblée générale des Nations unies de 1970. Cette promesse a été renouvelée en 2005, quand les Etats-membres se sont engagés à atteindre la cible en 2015. Le 26 mai prochain, la réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères européens dédiée au développement, offre aux dirigeants l'opportunité de prendre l'engagement d'atteindre les 0,7 % en 2020. Des Etats-membres européens ont déjà atteint ou dépassé ce niveau, comme la Suède, le Luxembourg, le Danemark et le Royaume-Uni. D'autres Etats, en retard sur la cible, ne semblent pas vouloir renouveler leur engagement. Parmi eux, la France et l'Allemagne, qui restent flous sur un calendrier permettant de respecter l'engagement en 2020.

Bruno Rivalan, chef de file de la commission Europe de Coordination SUD et directeur France de Global Health Advocates souligne que « *les peuples européens ont une longue histoire de générosité et de solidarité. L'UE, et la France, se doivent de refléter les valeurs de leurs citoyens et de montrer l'exemple quand il faut soutenir les populations dans les pays les plus pauvres* ».

« *Si l'UE et la France font marche arrière sur leurs promesses, cela découragera les autres pays de s'engager. Ce signal serait bien mal venu juste avant deux échéances importantes, le Sommet du G7 en juin et la 3^e Conférence internationale pour le financement du développement, qui se tiendra à Addis-Abeba en juillet. Il en va de la crédibilité de l'Union européenne et de ses Etats-membres* » s'alarme Philippe Jahshan, président de Coordination SUD.

Le Commissaire européen pour la coopération internationale et le Développement, Neven Mimica, a lui-même affirmé « *Je crois fermement que nous devrions nous réengager à atteindre les 0,7 % ; comme une contribution cruciale pour atteindre un résultat ambitieux dans les négociations post-2015.* » (cf note 2).

Malgré quelques signaux positifs côté français et allemand ces dernières années – le président Hollande s'est engagé publiquement pour les 0,7 % et l'Allemagne a annoncé la hausse la plus importante de son aide au développement sous sa présidence du G7 – un engagement plus général pour atteindre cette cible dans un délai précis se fait toujours attendre, pour les deux pays. Il est très important que tous les Etats-membres s'engagent pour plus d'aide publique lors du prochain Conseil des ministres du 26 mai.

Coordination SUD et ses partenaires européens demandent aux dirigeants de l'UE de

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement

La coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale

14 passage Dubail · 75010 Paris

Tél. 01 44 72 93 72 · Fax. 01 42 09 48 61

www.coordinationsud.org

- Réaffirmer leur engagement d'atteindre 0,7 % en 2020, avec des échéances précises au niveau national, montrant comment l'aide va s'accroître progressivement ;
- Renverser la tendance à la baisse de l'aide en direction des pays les plus pauvres, afin d'atteindre 0,15 % du PIB en 2020 et 0,2 % en 2025 pour ces pays.

2015 est une année d'échéances majeures au niveau international. L'Union européenne ne doit pas rater le coche, en envoyant un message de renoncement à des engagements pris il y a 45 ans.

Notes aux rédactions :

1. En 1970, les pays riches se sont engagés à fournir 0,7 % de leur produit intérieur brut comme aide publique au développement. Cet engagement a été répété depuis à de nombreuses reprises au plus haut niveau des dirigeants, lors de conférences internationales sur l'aide et le développement. <http://www.oecd.org/fr/cad/stats/lobjectifde07apdpnb-unhistorique.htm>
2. Voir le communiqué de presse du 8 avril 2015 http://europa.eu/rapid/press-release_IP-15-4747_en.htm

Contact presse

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org

Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19.

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 160 ONG, dont une centaine via six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement

La coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale

14 passage Dubail · 75010 Paris

Tél. 01 44 72 93 72 · Fax. 01 42 09 48 61

www.coordinationsud.org